

Compte-rendu d'exercice de la délégation octroyée
à M. le président pour les actions en justice
Réunion décision modificative du 21 octobre 2020
ANNEXE

**ETAT DES CONTENTIEUX AYANT FAIT L'OBJET D'UNE ACTION OU D'UNE DECISION
DEPUIS LA REUNION "COMPTE ADMINISTRATIF" DU 26 JUIN 2020**

AVERTISSEMENT : données à caractère personnel à usage exclusif des élus dans le cadre de l'exercice de leur mandat

Préambule

Sous le vocable contentieux, sont répertoriées les affaires qui ont donné lieu à la saisine d'une juridiction pour le règlement d'un litige mettant en cause la personne publique et/ ou l'activité administrative. Ne sont pas répertoriés les recours gracieux (réclamation adressée directement à l'administration), les recours hiérarchiques et les recours administratifs obligatoires qui sont des préalables à l'action contentieuse.

Par essence, les contentieux vont concerner, au principal, la juridiction administrative de droit commun (Tribunal administratif, Cour Administrative d'Appel et Conseil d'Etat) qui dispose d'une compétence exclusive pour connaître des recours en annulation et en réformation des actes des autorités publiques.

En matière sociale, les juridictions administratives spécialisées (Commission départementale et commission centrale de l'aide sociale, Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale, Cour nationale de la tarification sanitaire et sociale) ont été supprimées. A compter du 1er janvier 2019, en application de la loi du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du 21^e siècle, le contentieux anciennement dévolu aux commissions d'aide sociale est réparti entre le Tribunal de Grande Instance et le tribunal administratif. A noter que les jugements rendus en matière de revenu de solidarité active peuvent seulement faire l'objet d'un pourvoi en cassation, la voie de l'appel (cour administrative d'appel) ayant été supprimée.

La classification des contentieux repose sur les deux types de recours exercés devant le juge administratif : le contentieux de "l'excès de pouvoir" (contentieux de l'annulation de la décision administrative) et le "contentieux de pleine juridiction" (responsabilité, droit du contrat, condamnation pécuniaire). Aucun déferé préfectoral relevant du contentieux de l'excès de pouvoir n'est recensé.

Les matières relevant par nature du juge judiciaire sont constituées des litiges relatifs à la protection de la propriété privée, à la gestion du domaine privé, à l'état et à la capacité des personnes (sauf textes contraires). A ce titre, il appartient au juge civil de connaître de la répartition entre obligés alimentaires de leur contribution à l'aide sociale.

Demandeur et date de la requête	Problématique	Procédure	N° tribunal	N° ordre
1 – Contentieux des interventions financières				
Commune de Montauban C/ Département 11 octobre 2017	Contentieux du recouvrement des créances : Centre universitaire (fonctionnement) - 2016-2017 action de la Ville en contestation de sa contribution au fonctionnement du centre universitaire pour l'année 2016-2017 (titre de recettes de 152 449 €).	°Tribunal Administratif : Jugement du 8 novembre 2019 : annulation du titre exécutoire départemental pour vice de forme. Décision du Département de ne pas faire appel. Régularisation opérée.	17-4706	1
Commune de Montauban C/Département 18 mars 2019	Contentieux du recouvrement des créances : Centre universitaire (fonctionnement) – 2016 Action en de la Ville de Montauban en contestation du titre exécutoire émis par le Département en régularisation de la contribution communale au fonctionnement du Centre Universitaire pour l'année 2016	°Tribunal Administratif Mémoire en défense du Département le 20 août 2020	19-1436	2
2 – Contentieux des agréments				
Mme X... Assistante familiale 14 juin 2020	Contentieux de la suspension d'agrément Requête en référé en annulation de la décision de suspension	°Tribunal Administratif : Mémoire en réponse du Département le 30 juin 2020 Ordonnance du 1 ^{er} juillet 2020 : rejet de la requête	20-2607	3
M. Y... Assistant familial 17 juin 2020	Contentieux de la suspension d'agrément Requête en référé en annulation de la décision de suspension	°Tribunal Administratif : Mémoire en réponse du Département le 30 juin 2020 Ordonnance du 30 juin 2020 : rejet de la requête	20-2624	4
3 – Contentieux du personnel				
M. Z... Agent public de l'État mis à disposition du Département 25 juin 2018	Non proposition de promotion Requête mettant en cause le CD 82, autorité d'emploi n'ayant pas proposé de promotion auprès de la DDT (DIRSO), employeur.	°Tribunal Administratif : Mémoire en défense du Département le 30 septembre 2019 Jugement du 29 juin 2020 : rejet de la requête pour irrecevabilité	18-2962	5

Demandeur et date de la requête	Problématique	Procédure	N° tribunal	N° ordre
4 – Contentieux de la responsabilité				
M. X... Tiers parent 18 janvier 2018	Action en indemnisation du préjudice subi du fait des modalités de fonctionnement des services de placement de l'aide sociale à l'enfance.	° <i>Tribunal administratif</i> : Mémoire en réponse du Département le 22 juillet 2019 Jugement du 25 juin 2020 : la requête est rejetée	18-0272	6
5 - Contentieux des aides et prestations et contentieux connexes (Aide sociale à l'enfance, Aide sociale aux personnes âgées, Aide Personnalisée d'Autonomie -APA-, revenu de solidarité active -RSA-, obligation alimentaire)				
5.1-Obligation alimentaire				
Département 82 13 novembre 2019	Fixation de la participation des obligés alimentaires. Dossier de placement en établissement d'accueil pour personnes âgées (dossier M. Y...)	Juge aux affaires familiales – Tribunal de Grande Instance Ordonnance portant dessaisissement suite au décès de l'intéressé	19-1343	7
Département 82 18 novembre 2019	Fixation de la participation des obligés alimentaires. Dossier de placement en établissement d'accueil pour personnes âgées (dossier Mme Z...)	Juge aux affaires familiales – Tribunal de Grande Instance Jugement rendu le 19 mai 2020 fixant le montant de la contribution alimentaire	19-1309	8
Département 82 26 décembre 2019	Fixation de la participation des obligés alimentaires. Dossier de placement en établissement d'accueil pour personnes âgées (dossier Mme X...)	Juge aux affaires familiales – Tribunal de Grande Instance Jugement rendu le 13 mai 2020 fixant la répartition de la contribution entre les obligés alimentaires	20-0001	9
Département 82 1 ^{er} mars 2020	Fixation de la participation des obligés alimentaires. Dossier de placement en établissement d'accueil pour personnes âgées (dossier M. Y...)	Juge aux affaires familiales Tribunal de Grande Instance de Montauban Jugement rendu le 17 juillet 2020 : condamnation d'un obligé alimentaire à une participation	20-0114	10

Demandeur et date de la requête	Problématique	Procédure	N° tribunal	N° ordre
5.2 -Revenu de solidarité active-RSA				
Mme Z... 28 novembre 2018	Action en contestation d'un refus de remise de dette	° <i>Tribunal administratif</i> : Jugement rendu le 22 juin 2020 : annulation de la mesure pour vice de forme. Décision du Département de ne pas faire appel. Procédure de régularisation en cours.	18-5690	11
Mme X... 4 juin 2020	Action en contestation d'un refus de remise de dette	° <i>Tribunal administratif</i> : Jugement rendu le 22 juin 2020 : rejet de la requête	18-2589	12
Mme Y... 7 septembre 2018	Action en contestation d'un refus de remise de dette	° <i>Tribunal administratif</i> : Jugement rendu le 22 juin 2020 : rejet de la requête	18-4308	13
Mme Z... 26 octobre 2018	Action en contestation du recouvrement d'un indu	° <i>Tribunal administratif</i> : Jugement rendu le 29 juin 2020 : annulation du titre exécutoire pour vice de forme. Décision du Département de ne pas faire appel. Procédure de régularisation en cours.	18-4871	14
Mme X... 10 janvier 2019	Action en annulation de la mise en demeure concernant le règlement d'un indu	° <i>Tribunal administratif</i> : Jugement rendu le 29 juin 2020 : rejet de la requête	19-0102	15
Mme Y... 26 octobre 2018	Action en contestation d'un refus de remise de dette	° <i>Tribunal administratif</i> : Jugement rendu le 29 juin 2020 : rejet de la requête	18-5221	16
M. Z... 26 décembre 2018	Action en contestation d'un refus de remise de dette	° <i>Tribunal administratif</i> : Jugement rendu le 8 juin 2020 : rejet de la requête	18-5941	17
M. X... 5 décembre 2019	Action en contestation d'un indu RSA	° <i>Tribunal administratif</i> : Mémoire en réponse du Département le 16 juillet 2020	19-7082	18

Demandeur et date de la requête	Problématique	Procédure	N° tribunal	N° ordre
Mme Y... M. Z... 26 février 2020	Action en contestation du calcul du droit RSA	° <i>Tribunal administratif</i> : Mémoire en réponse du Département le 5 août 2020	20-1130	19
M. Z... 22 mai 2020	Action en contestation d'un refus de remise de dette	° <i>Tribunal administratif</i> : Mémoire en réponse du Département le 25 août 2020	20-2255	20
5-3-Aide sociale à l'hébergement				
Mme X... 16 juillet 2018	Aide sociale à l'hébergement – Contestation décision de rejet.	Commission départementale d'aide sociale du 7 décembre 2018 : annulation de la décision de rejet – Appel formé par le Département de Tarn-et-Garonne Cour d'appel de Paris le 22 janvier 2019 Jugement rendu le 22 juin 2020 : annulation de la décision de la C.D.A.S. - Affaire renvoyée devant le Tribunal administratif	19-0437	21
M. Y... 19 octobre 2018 CDAS	Action en contestation de la décision administrative n'intégrant pas la rétroactivité de la mesure de prise en charge	° <i>Tribunal administratif</i> : Mémoire en défense du Département le 2 avril 2019 Jugement du 22 juin 2020 : décision de rejet annulée. Décision du Département de ne pas faire appel. Application de la rétroactivité de la mesure.	19-0226	22
M. Z... 6 nov. 2018 CDAS	Action en contestation de la décision administrative n'intégrant pas la rétroactivité de la mesure de prise en charge	° <i>Tribunal administratif</i> : Mémoire en défense du Département le 27 mars 2019 Jugement du 22 juin 2020 : décision de rejet annulée. Décision du Département de ne pas faire appel. Application de la rétroactivité de la mesure.	19-0163	23
6-Carte mobilité inclusion – Personnes handicapées				
M. X... 12 février 2020	Action en contestation de la décision du rejet de la carte mobilité inclusion -mention Stationnement	° <i>Tribunal administratif</i> : Mémoire en réponse le 14 avril 2020	20-0899	24

Demandeur et date de la requête	Problématique	Procédure	N° tribunal	N° ordre
M. Y... 22 novembre 2019	Action en contestation de la décision du rejet de la carte mobilité inclusion -mention Stationnement	° <i>Tribunal administratif</i> : Mémoire en réponse le 16 juin 2020	20-0390	25
M. Z... 5 juin 2020	Action en contestation de la décision du rejet de la carte mobilité inclusion -mention Stationnement	° <i>Tribunal administratif</i> : Mémoire en réponse le 07 juillet 2020	20-2391	26